



Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) Rapport ERM_EH 5491



Zone de santé de Kibirizi, Aires de santé de Cepromi, Ilangira, Butalongola, Kilambo, Chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru dans la province du Nord Kivu

Contexte

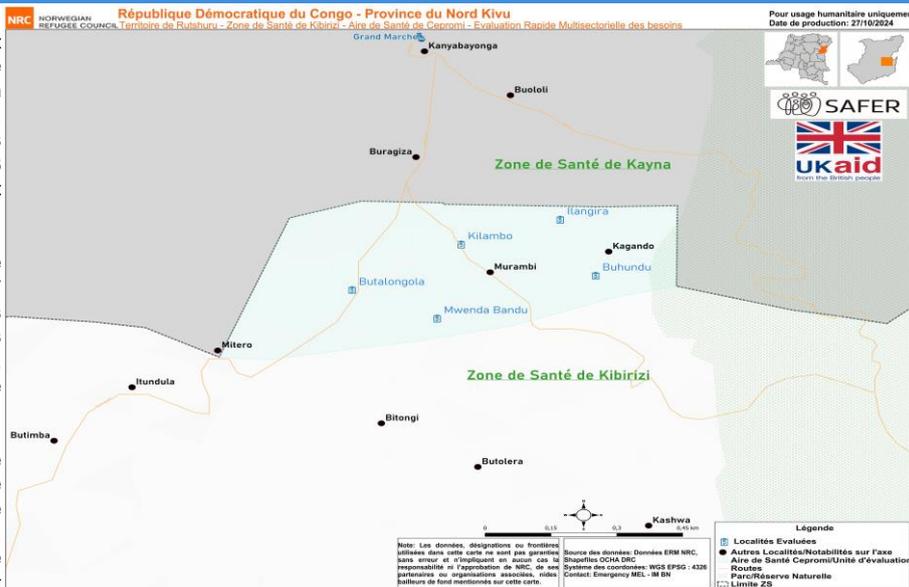
Description de la crise

Depuis juin 2024, l'avancée des éléments du M23 vers les territoires de Lubero et de Walikale a provoqué de nombreux déplacements de populations. Jusqu'à cette date, la localité de Bitongi servait de zone d'accueil pour les déplacés en provenance de diverses localités de la chefferie de Bwito (notamment Kibirizi, Kirima, Kishishe, et Bambu). Cependant, avec la progression du M23 vers Kanyabayonga début juin 2024, environ 85 % de la population de Bitongi, soit 13 673 ménages, a fui vers les villages de Kayna, Kikuvo, Kirumba, Mighobwe et Alimbongo.

Après la prise de contrôle de la quasi-totalité du groupement de Bwito et d'une partie de Lubero (Kanyabayonga, Kirumba, et Miriki) par le M23, environ 8 167 ménages déplacés sont déjà retournés dans leurs localités d'origine. Ces retours ont été évalués sous le code d'alerte EH5365 par les organisations locales CEDERU, FEMISA, CPRJ et ADEPDH, du 15 au 20 juillet 2024. De plus, l'organisation HI a ciblé 1 700 des 8 167 ménages retournés pour une assistance en articles ménagers essentiels (AME).

Le 15 octobre 2024, une nouvelle alerte a été émise par le point focal humanitaire de Bwito et validée par OCHA sous le code EH5491. Cette alerte signale une nouvelle vague de déplacés, estimée à environ 4 395 ménages, venant d'une partie de la zone de santé d'Alimbongo et de Kayna (Mathembe, Kaseghe, Kikuvo, Mighobwe, Kivako, etc.) dans le sud de Lubero, ainsi que des villages de la chefferie de Bwito, comme Busukura, Kazimiri, Kikuku, Bikenge, Kyaghala et Ihula, fuyant les affrontements sporadiques entre le M23 et les VDP/Wazalendo encore actifs dans ces localités. Ce nouveau déplacement a débuté en juillet 2024 et a justifié le positionnement du NRC pour une évaluation rapide multisectorielle.

Quant à l'évolution de la crise dans cette région, la reprise des affrontements dans les localités de Kalembe et Kalonge, marquée par une violation du cessez-le-feu par le M23 attaquant les positions des Wazalendo, laisse prévoir de nouvelles vagues de déplacés dans la chefferie de Bwito, ainsi que de nouvelles violations des droits humains.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	EH5491	EH5491	EH5491
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	28/06/2024	24/08/2024	28/06/2024
Date de fin de crise	En cours	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	4357	10354	4357
Taille moyenne ménages	6.9	-	
Accès physique	Moto		
Accès sécuritaire	Oui		
Présence de la MONUSCO	Non		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Viol, travaux forcés, meurtre		
Couverture tél.	Vodacom (65%), Airtel (estimation) (70%), Orange (60%)		
<p>EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres</p>			

Conséquences humanitaires

Les affrontements entre les éléments du M23 et les FARDC, accompagnés de leurs alliés, ont entraîné de graves conséquences humanitaires, comme en témoignent les différents groupes de discussion.

Ces affrontements ont causé de nombreuses pertes humaines, des blessures, des enlèvements, des déplacements massifs de populations vers des zones supposées sécurisées, des pillages de biens, des violences sexuelles, des séparations familiales, ainsi que des impositions de taxes et amendes par les groupes armés. Les populations touchées, dont les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables, vivent dans des conditions alarmantes. Les responsables de ces violations des droits humains sont des acteurs armés actifs dans les zones périphériques des localités évaluées. La présence d'engins explosifs dans la zone restreint également l'accès aux champs, réduisant la disponibilité des produits agricoles sur les marchés locaux.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	20%	16%
6-17 ans	19%	21%
7 mois-5 ans	10%	9%
0-6 mois	1%	1%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	87%
Nutrition	2%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	6%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	1%
Education	0%
Nourriture	2%
Moyens de subsistance	2%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	4357				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	7%	-	93%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	21%	-	79%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	17%	-	-	79%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	91%	-	-	-	9%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	93%	-	7%	-	1%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	72%	-	26%	-	3%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	8%	60%	32%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris		39%			
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	2%	29%	54%	15%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	33%	7%	5%	3%	36%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	2%	-	3%	-	96%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	65%	16%	3%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	47%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	94%	-	-	-	6%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	74%	-	-	-	26%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	9%	-	-	-	91%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	62%	-	38%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	28%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

D'après les informations recueillies dans les groupes de discussion, la présence des éléments du M23 rassure en partie la population, malgré la présence des groupes armés Wazalendo autour de Kanyabayonga et Bitongi. Cependant, les habitants de Kilambo et Butalongola se disent inquiets face à la situation sécuritaire instable, marquée par des enlèvements, vols, braquages, viols et autres violences sexuelles. Ils craignent une reprise des hostilités entre le M23 et les FARDC, soutenues par les Wazalendo, comme l'ont illustré les récents combats dans les territoires voisins de Masisi (Kalembe, Kashuga, Ibuga) et de Walikale (Kalonge, Minjenje et Peti), provoquant un déplacement important de populations. La violation répétée du cessez-le-feu, instauré par les États-Unis, pourrait ainsi aggraver la situation humanitaire.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)	91%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	2%
Vouchers / foires	32%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	58%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	15%
Autre	0%

(% de ménages)

91%
2%
32%
58%
15%
0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	45
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	4
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	3
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	28
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	4
Santé	34
Éducation	12
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	32
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

(Fréquence de réponses pondérée)³
Fréquence max. possible: 47

0
45
4
3
0
28
4
34
12
0
0
0
32
0
0
0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

Les données ont été recueillies à l'aide d'une approche combinant des méthodes quantitatives et qualitatives :

A. **Enquêtes-ménages** : Un questionnaire structuré a été administré à 176 ménages sélectionnés aléatoirement dans les notabilités de Bitongi, au sein du groupement de Kanyabayonga, incluant déplacés, retournés et résidents. La collecte a été réalisée via l'outil ERM sur Kobo Collect de NRC.

B. **Groupes de discussion** : Quinze Focus Groups ont été organisés dans quatre notabilités, rassemblant des femmes, des hommes et des groupes mixtes, incluant trois GDC avec les femmes, deux avec les hommes et deux mixtes, ainsi que des groupes séparés selon les statuts de population (retournés, déplacés, hôtes).

C. **Informateurs clés** : Vingt informateurs clés ont été interrogés, représentant divers points de vue, incluant trois autorités locales, des leaders communautaires, des représentants du secteur éducatif et de la santé, et un membre du comité de maintenance des eaux.

D. **Observations directes** : Les observations ont permis d'évaluer l'état des ménages, des infrastructures sociales, des stocks alimentaires et des besoins en éducation, santé, nutrition, sécurité alimentaire, abris, articles ménagers essentiels et protection.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Oui	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	le déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Oui	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	21/10/2024	21/10/2024	21/10/2024
Date de fin de l'enquête	25/10/2024	23/10/2024	23/20/2024
Organisation			
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	Non

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
BUTALONGOLA	244	19	2	1
CEPROMI	3710	112	9	8
ILANGIRA	248	24	5	2
KILAMBO	155	21	4	4
Total	-	4357	176	20

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
■ Déplacés	43%	21%	
■ Retournés	44%	39%	
■ Communauté hôte / autochtones	13%	39%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	1891	2180	
Retournés	1896	4085	
Communauté hôte / autochtones	571	4085	
Réfugiés	0	2	
Rapatriés / expulsés	0	2	

Analyse des mouvements de population

Depuis 2022, Bitongi a accueilli différentes vagues de déplacés venant des groupements de la chefferie de Bwisha et de Bwito dans le territoire de Rutshuru, ainsi que de la chefferie de Bashali dans le territoire de Masisi.

En mars 2024, la localité a reçu 9 717 ménages déplacés en provenance de Nyanzale, Kikuku, Kirima, et Kishishe, fuyant l'avancée du M23.

En mai 2024, 7 698 ménages supplémentaires, originaires de Kibirizi et des villages environnants, ont trouvé refuge à Bitongi.

Le 28 juin 2024, le M23 a conquis l'ensemble de la chefferie de Bwito et progressé dans le territoire de Lubero, atteignant la zone de santé de Kayna et une partie de celle d'Alimbongo.

À mi-juin, environ 8 167 ménages, soit 70,3 % des déplacés, sont revenus à Bitongi, rejoints en juillet par une nouvelle vague de 4 357 ménages déplacés, fuyant les attaques sporadiques des groupes armés résiduels (Mai-Mai et Nyatura) dans les villages de Busukura, Kikuku, Bikenge, Ihula, Kyaghala, ainsi que depuis les villages de Kaseghe, Kikuvo, Mighobwe et Kivako dans le territoire de Lubero.

L'accalmie actuelle à Bitongi pourrait influencer le nombre d'IDP enregistrés.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

4357 10354

Taille moyenne des ménages (EM)

6.9 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

87% 153% #REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

(Réponse IC majoritaire)
28% ii, beaucoup (plus de la moitié)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

1218 -

#REF!

#REF!

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	Déjà évalué_EH5365	4357
Retournés		8167
Communauté hôte / autochtones		2051
Réfugiés		0
Rapatriés/Expulsés		0
Total		14575

Notabilités	Villages	Nbre des ménages hôte	Nbre ménages retournés_ Juin 2024_EH5365 déjà évaluée	Nbre ménages déplacés Juillet 2024_EH5491	Total ménages actuelles dans la localité
ILANGIRA	BIHEMA	49	193	31	273
	ILANGIRA	65	201	155	421
	BUHIMA	78	183	62	323
BUHUNDU	BUHUNDU 1	280	939	556	1775
	BUHUNDU 2	199	877	425	1501
	BUHUNDU 3	142	528	403	1073
MWENDEBANDU	LUKUVIRO	251	1321	627	2199
	LUKUKA	92	335	248	675
	MWENDABANDU	251	1357	589	2197
	KANYABAYONGA 1	137	632	368	1137
	KANYABAYONGA 2	92	349	432	873
	BURANGIZA	158	123	62	343

KILAMBO	KITCHANGA	55	242	62	359
	KILAMBO 1	47	182	47	276
	KILAMBO 2	45	176	46	267
BUTALONGOLA	Butalongola	110	529	244	883
Total		2051	8167	4357	14575

Commentaire :

Le tableau ci-joint présente la répartition des ménages déplacés, retournés et accueillis dans les villages des notabilités d'Ilangira, Buhundu, Mwendabandu, Kilambo et Butalongola. Les 8 167 ménages retournés ont déjà été évalués par les organisations locales CEDERU, FEMISA, CPRJ et ADEPDH entre le 15 et le 20 juillet 2024 sous le code d'alerte EH5365. Parmi ces ménages, 1 700 ont été ciblés par Handicap International pour une assistance en AME. Cette évaluation se concentre sur 6 408 ménages, dont 4 375 nouveaux ménages déplacés signalés par l'alerte EH5491 et 2 051 ménages hôtes ayant accueilli cette dernière vague de déplacés.

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aiguë Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aiguë Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aiguë Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans						
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	1	0%	0	0%	1	0%
>125 mm	12	100%	24	100%	36	100%
MAG	1	0%	0	0%	1	0%
Filles de moins de 5 ans						
<115 mm	0	0%	1	2%	1	1%
115-125 mm	4	16%	3	12%	7	13%
>125 mm	8	84%	25	87%	33	86%
MAG	4	16%	4	13%	8	14%
Enfants de moins de 5 ans						
<115 mm	0	0%	1	1%	1	1%
115-125 mm	5	8%	3	6%	8	7%
>125 mm	20	92%	49	93%	69	93%
MAG	5	8%	4	7%	9	7%
Femmes enceintes et allaitantes						
<185 mm	1	3%				
185-230 mm	14	26%				
>230 mm	29	72%				
MAG	15	28%				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans			
<115 mm	3	2	5
115-125 mm	23	11	33
MAG	25	12	38
Filles de moins de 5 ans			
<115 mm	6	2	7
115-125 mm	28	12	40
MAG	34	14	47
Enfants de moins de 5 ans			
<115 mm	8	4	0
115-125 mm	51	22	73
MAG	59	26	85
Femmes enceintes et allaitantes			
<185 mm	5		
185-230 mm	32		
MAG	37		

Analyse Nutrition

Les résultats des enquêtes ménages montrent la présence de 9 cas de malnutrition aiguë globale (MAG), dont un cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) chez les filles de moins de 5 ans, et 8 cas de malnutrition aiguë modérée (MAM), parmi lesquels 7 sont des filles et 1 est un garçon. De plus, 15 cas de MAG ont été détectés parmi les femmes enceintes et allaitantes (FEA), incluant 1 cas de MAS et 14 cas de MAM. Les données fournies par les informateurs clés, majoritairement des soignants, confirment la gravité de la situation nutritionnelle, avec 85 cas de MAG diagnostiqués, dont 12 cas de MAS (5 garçons et 7 filles) et 73 cas de MAM (33 garçons et 40 filles). À cela s'ajoutent 37 cas de MAG détectés chez les FEA, comprenant 5 cas de MAS et 32 cas de MAM.

Les structures de santé évaluées manquent d'intrants nécessaires pour la prise en charge des cas de malnutrition et subissent des ruptures fréquentes de stocks, ce qui indique que de nombreux cas restent non détectés au sein des communautés. Les informations croisées provenant des groupes de discussion, des informateurs clés en santé et des enquêtes ménages mettent en évidence un problème d'insécurité alimentaire alarmant dans la région.

Ce problème est aggravé par l'accès limité aux champs et par les faibles revenus des ménages. Les femmes et les enfants sont les plus durement touchés par cette crise alimentaire, ce qui rend urgente une assistance en vivres et un soutien aux structures de santé pour répondre aux besoins nutritionnels et sauver des vies.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		32	
Principales activités de subsistance (EM, IC)²			
Travail journalier	51%	18	
Agriculture de subsistance	41%	32	
Agriculture de rente	1%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	7	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	23	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	3%	0	
Autre	0%	4	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	48%	-	
Non	52%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	83%	-	
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	17%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	5%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	23%	27	
Non	77%	5	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	9	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	22	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	1	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		32	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	32%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	2%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	22%	-	
Marché	6%	-	
Travail pour de la nourriture	70%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	4%	-	
Petit commerce	1%	-	
Vente de braises/charbon, etc	19%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	1%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	31%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	2%	-	
Autre	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	93%	-	5
1-2 semaines	7%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	2	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	2	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	2	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	21%	-	3
Pauvre (≤28)	79%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	2%	-	1
Sous pression (<19)	17%	-	3
Crise / urgence (≥19)	82%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La zone de santé de Kibirizi est l'un des principaux greniers du Nord-Kivu, produisant en abondance du maïs, du manioc, des haricots et des légumes tels que choux, oignons, poireaux, et autres légumes verts. Cependant, les affrontements entre le M23 et les FARDC dans la chefferie de Bwito ont poussé de nombreux ménages à se déplacer vers l'axe Kanyabayonga, où l'accès aux moyens de subsistance est extrêmement limité. La situation alimentaire s'est détériorée, tant pour les déplacés que pour les familles hôtes. Les déplacés n'ont pas accès à une alimentation suffisante et nutritive, et les enquêtes montrent un niveau de faim critique. Environ 79 % des ménages interrogés affichent un score de consommation alimentaire faible (inférieur à 28), et 82 % utilisent des stratégies de crise pour survivre (réduction des repas, consommation d'aliments moins coûteux, réduction des portions, etc.), ce qui affecte gravement la santé des enfants, des femmes enceintes et des femmes allaitantes. Pendant le déplacement, plusieurs ménages ont perdu leurs moyens d'existence et pour ceux-là qui ont réussi à atteindre la zone de refuge avec moyens d'existence, les ont vendus pour couvrir les besoins alimentaires pendant une courte période. A ce jour plus 70% des ménages déplacés n'accès pas au revenu stable pour subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles. 51% des ménages vivent essentiellement des travaux journaliers pendant que 93% des ménages ne constituent pas des réserves alimentaires pour couvrir les deux semaines. Cette vulnérabilité alimentaire des ménages est confirmée par le taux malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes allaitantes. Une assistance d'urgence en vivre suivie d'une assistance de renforcement des moyens d'existence sont recommandées dans la zone.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		29	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	32%	-	
En famille d'accueil	25%	-	
Dans un site spontané	1%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	37%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	5%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	8%	4	
Maison (construction non-durable délabrée)	91%	29	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	2%	7	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui , quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	39%	-	Sévérité 2
Non	61%	-	
Ne sait pas	0%	-	
<i>Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</i>			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	4%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	28%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	31%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	5%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	25%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	2%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5



Analyse Abris

La pression sur les habitations des familles d'accueil est intense, en particulier pour celles qui sont elles-mêmes des retournés dont les abris ont été endommagés lors des déplacements précédents. Les déplacés vivent dans des logements de fortune, souvent loués, ou chez des familles d'accueil, ce qui entraîne une promiscuité accrue, où des enfants de plus de 12 ans partagent une chambre avec leurs parents. Les enquêtes montrent que 37 % des ménages sont logés dans des maisons louées et 25 % chez des familles d'accueil. En raison du manque d'espace, certaines familles doivent cuisiner à l'extérieur. La problématique du paiement du loyer se pose de manière critique, avec un risque d'éviction élevé pour de nombreux ménages.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)

Oui
Non
Ne sait pas
Ne se prononce pas



Score card AME

< 1
1 – 1.9
2 – 2.9
3 – 3.9
4 – 5



	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Oui	42%	-	
Non	56%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	2%	-	2
2 – 2.9	29%	-	3
3 – 3.9	54%	-	4
4 – 5	15%	-	5

Analyse AME

Les articles ménagers essentiels sont également absents chez les déplacés, souvent victimes de pillages dans leurs villages d'origine. Ceux vivant chez des familles d'accueil utilisent les biens de leurs hôtes, tandis que les ménages en location partagent les mêmes ustensiles pour la cuisson et la lessive. En termes de collecte et de stockage d'eau, les déplacés utilisent des ustensiles de cuisine sans couvercle, ce qui expose l'eau à la contamination. La literie est insuffisante, obligeant de nombreux ménages à dormir sur de la paille recouverte de pagnes.

Les besoins en articles ménagers essentiels sont importants, et les enquêtes montrent que 69 % des ménages sont vulnérables, dont 54 % dans une phase critique (score entre 3 et 3,9) et 44 % dans une phase d'urgence (score entre 4 et 5).

En matière d'hygiène menstruelle, 56 % des femmes interrogées n'ont pas accès à des kits et utilisent des linges non hygiéniques.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		37	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinetts privés	-	51	
Robinetts public / bornes fontaines	-	77	
Puits à pompe / forage	-	51	
Puits creusé aménagé	-	77	
Source naturelle aménagée	-	102	
Source naturelle non-aménagée	-	152	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	426	
Camion-citerne	-	126	
Charrette avec petite citerne	-	126	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	77	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	151	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	68%	-	1
Source non-améliorée	27%	-	3
Eau de surface	3%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	47%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	63%	-	
De 31 minutes à 2 heures	37%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	14%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	29%	12	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	6%	20	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	1%	14	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	2%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	63%	26	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	6%	10	
L'eau est trop chère	11%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	70%	16	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	14%	1	
Autre	2%	2	
Ne sait pas	0%	0	

EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
	37	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²

Tous les membres sans distinction	0%	-
Les hommes adultes	0%	-
Les femmes adultes	100%	-
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-
Les filles de moins de 18 ans	100%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	33%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	7%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	14%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	5%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	3%	-	
Pas assez d'eau pour boire	36%	-	

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon	2%	-	1
Oui, eau seulement	3%	-	3
Non	96%	-	5

Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui	23%	-
Non	77%	0%
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui	1%	-
Non	99%	0%
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²

Présence de matières fécales	-	35
Eau stagnante	-	10
Déchets solides domestiques	-	22
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	2
Rongeurs / rats	-	17
Aucun	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		37	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	65%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	16%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	3%	-	5

Analyse EHA

La zone évaluée est approvisionnée en eau par des sources aménagées et non aménagées. Toutefois, de nombreux villages de cette localité souffrent d'un manque criant de points d'eau. La situation est particulièrement alarmante dans les notabilités de Mwendabandu et Buhundu, où la population doit marcher des heures pour obtenir de l'eau. Le puisage nocturne (dès 3 h du matin) expose les femmes et les filles aux risques de violences sexuelles.

Plusieurs sources se sont asséchées, provoquant de longues files d'attente aux points d'eau restants. Tearfund a aménagé certaines sources dans les notabilités de Kilambo, Ilangira et Butalongola, ce qui a aidé une partie de la population, mais l'accès à l'eau potable reste un défi majeur dans les zones de Buhundu et Mwendabandu.

En plus de cette pénurie, les déplacés et les retournés manquent de récipients adaptés pour puiser et stocker l'eau, leurs biens ayant souvent été pillés. La couverture en latrines hygiéniques est également faible, avec environ 15 % de ménages disposant d'installations décentes, et 23 % partageant une latrine avec quatre autres ménages, poussant certains à déféquer en plein air, au risque de propager des maladies.

Les dispositifs de lavage des mains sont quasiment inexistant (96 % des ménages n'en possèdent pas), et les douches sont rares, obligeant les gens à se laver derrière les maisons.

Le manque de poubelles pour les déchets ménagers entraîne un amoncellement des ordures autour des habitations, ce qui favorise la prolifération des moustiques, responsables d'un taux élevé de paludisme dans la région.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			37
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		63%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		4%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		33%	-
Autre		1%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		90%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		8%	-
Autre		1%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		64%	-
Entre 1 heure et 2 heures		36%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille	-	1	
A la maison avec sage-femme	-	0	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de santé / d'accueil	-	36	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		37	

Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²

Pas de problèmes	-	0
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0
Manque de médicaments	-	23
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	33
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	1
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	2
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0
Autre	-	15
Ne sais pas	-	0

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	47%	-	3
Fièvre	80%	-	
Toux	54%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	54%
Non	19%
Ne sait pas	0%



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	265	313
Infection Respiratoire Aigue	0	113
Diarrhées aiguës	0	84
Typhoïde	0	90
Malnutrition aigue globale	8	122
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	5

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes ménages et des entretiens avec les informateurs clés montrent que les femmes consultent plus souvent les structures sanitaires que les hommes, avec un taux de consultation de 90 % contre 63 % pour les hommes.

L'automédication est pratiquée par 33 % de la population, et 4 % ont recours à des traitements traditionnels faute de moyens financiers pour payer les soins.

Selon les informateurs clés (principalement le personnel de santé), les principales maladies diagnostiquées lors des consultations sont le paludisme (313 cas confirmés et 265 suspects), les infections respiratoires aiguës (113 cas), la malnutrition (122 cas), les diarrhées (84 cas) et la fièvre typhoïde (90 cas), affectant à la fois enfants et adultes.

Le taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans atteint 47 %, correspondant à un niveau de sévérité de 3.

Les problèmes liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA) sont identifiés comme la cause principale de ces maladies, confirmés à la fois par le personnel de santé et les enquêtes ménages.

L'absence d'un acteur humanitaire fournissant un ensemble complet d'activités de soins de santé primaires, tant curatifs que préventifs, ainsi que des interventions en santé nutritionnelle, est perçue comme un besoin urgent dans la zone. Le renforcement des moyens de subsistance pour les déplacés et les retournés est également nécessaire pour leur permettre de développer des mécanismes de résilience face aux problèmes alimentaires. Certaines structures de santé évaluées ne bénéficient d'aucun soutien de partenaires et ont été pillées et endommagées lors des affrontements, ce qui les oblige à faire payer les soins à une population qui a perdu ses moyens d'existence.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		34	

Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)

Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	6%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	

Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

Présence de PSH	26%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	15	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	23	-	
Nombre total de personnes âgées	10	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	6	6	8	8
Meurtre	3	0	2	0
Mutilations / coups et blessures	2	0	0	0
Violences intercommunautaires	2	6	0	3
Violences sexuelles	1	20	1	17
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	14	4	11	0
Blessés / morts dus aux mines	3	1	0	0
Mariage forcé / précoce	0	2	0	4
Violences conjugales	0	2	3	3
Séparation des familles	2	8	0	7
Pillage / vol / cambriolage	2	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	12	0	7	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	5	0	8
Recrutements / enrôlements forcés	3	0	7	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	10	2	13	0
Autre	8	6	8	8
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	6%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	86%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	4%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	2%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	2%	-
Pas de cas dans le ménage	95%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	3%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		34	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	50%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	10%	-	
Viol	15%	-	
Agression sexuelle	4%	-	
Violence physique ou harcèlement	16%	-	
Mariage forcé	4%	-	
Déni d'accès à des services	4%	-	
Abus psychologique / émotionnel	23%	-	

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)

Oui

Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)

Tensions avec la communauté d'accueil	-	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	12
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	22
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0
Ne se prononce pas	-	0

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)

Oui

Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²

Aucun problème	-	8
Accaparement des terres	-	3
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	1
Accès à la terre pour les PDIs	-	14
Augmentation du coût du loyer	-	4
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	18
Destruction des cultures ou des animaux	-	15
Destruction des étangs piscicoles	-	0
Exploitation des ressources naturelles	-	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0
Incidences et / ou destruction des habitations / abris	-	0
Insécurité d'occupation	-	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	1
Problèmes de limites	-	3
Rareté des terres	-	2
Remise en cause des transactions foncières	-	0
Répartition inégale des terres	-	0
Restitution des biens	-	0
Successions	-	0
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0
Ne sait pas	-	5
Autre	-	0

Analyse Protection

La protection des enfants reste largement ignorée dans la localité, les acteurs présents exprimant des réticences quant à la prise en charge des questions de protection. Des cas d'enfants non accompagnés (ENA), d'exploitation sexuelle (ES) et de violences sexuelles liées au genre (ESFGA) sont signalés. Femmes et filles sont victimes de violences sexuelles, particulièrement lorsqu'elles cherchent de la nourriture dans les champs ou vont puiser de l'eau tôt le matin.

Certaines femmes et filles déplacées en sont même réduites à adopter la stratégie de sexe de survie. Au cours des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés, il a été relevé que la peur de représailles dissuade les victimes de violences basées sur le genre (VBG) de dénoncer ces actes ou de rechercher de l'aide. En plus des cas de viol, plusieurs autres violations des droits humains sont signalées, notamment la présence de restes explosifs de guerre et d'armes abandonnées.

Les conditions de logement des familles d'accueil sont marquées par une promiscuité extrême. Parents et enfants, y compris des filles et garçons de plus de 12 ans, partagent souvent une même pièce. Par ailleurs, de nombreux déplacés peinent à payer leurs loyers et risquent l'éviction forcée. L'accès à la terre est également limité pour certaines populations vivant à proximité du parc, et la crainte des restes explosifs de guerre (REG) et engins explosifs improvisés (EEI) restreint davantage l'accès aux champs.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
		35	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	62%	-	1
Plus de 1 heure	38%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	2%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	16	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	11%	-	
Filles (Primaire)	7%	-	
Garçons (Secondaire)	45%	-	
Filles (Secondaire)	48%	-	
Total	28%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	74%	-	
Ecole trop éloignée	3%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	8%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	2%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	10%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
Elles / Ils doivent travailler à la maison
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
Mariage précoce / mariage forcé
Grossesse précoce
Faim
La route pour aller à l'école est trop dangereuse
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
L'école est trop loin
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
1	3
16	15
0	0
0	0
2	4
0	0
0	-
0	-
1	1
0	0
10	10
0	0
0	0
0	0
5	2
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	65%
Avant la crise	-	80%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	60%
Avant la crise	-	78%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	60
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	58

Analyse Éducation

Les écoles primaires de Bitongi sont en activité, mais le taux moyen d'inscription des enfants en primaire, qui était de 80 % avant la crise, est tombé à 65 % au moment de l'enquête. De même, la fréquentation des enfants inscrits est passée de 78 % avant la crise à 60 % actuellement. En moyenne, chaque enseignant gère 60 élèves, une augmentation par rapport aux 58 élèves par enseignant avant la crise, et les classes sont désormais surchargées en raison de la gratuité de l'école.

Environ 62 % des écoles accessibles sont à moins d'une heure de marche, tandis que 38 % sont plus éloignées, notamment pour les enfants de la notabilité d'Illangira, qui parcourent près d'une heure pour rejoindre les écoles des localités voisines.

Certaines écoles ont été occupées par des hommes armés pendant les affrontements ou ont servi d'abris pour les déplacés, et leurs équipements ont souvent été utilisés comme bois de chauffage. Bien que NRC ait soutenu quatre écoles avec des kits pour élèves et enseignants ainsi que des kits récréatifs, les besoins restent importants.

La présence de restes explosifs de guerre dans la zone pose un danger constant pour les enfants, et une campagne de sensibilisation dans les écoles est fortement recommandée.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		47	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	87%	-	
Nutrition	2%	0	
Abris	0%	0	
AME	6%	0	
EHA	0%	0	
Santé	1%	4	
Education	0%	2	
Nourriture	2%	0	
Moyens de subsistance	2%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	2	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	45	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	4	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	3	
Abris	-	0	
AME	-	28	
EHA	-	4	
Santé	-	34	
Education	-	12	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	32	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	91%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	2%	-	
Vouchers / foires	32%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	58%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	15%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	7%	-
Où recevoir l'assistance	54%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	54%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	4%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	32%	-
Comment donner son feedback	14%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	5%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	16%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	2%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	4%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	17%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	4%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	4%	-
Crieurs publics avec mégaphones	79%	-
Au travers des leaders communautaires	46%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	30%	-
Organisations / comités de femmes	9%	-
Autorités locales gouvernementales	17%	-
Autorités locales (police, militaires)	5%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	7%	-
Boîte à plaintes	81%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	9%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	2%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	27%	-
Au travers des leaders communautaires	43%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-
Organisations / comités de femmes	11%	-
Autorités locales gouvernementales	14%	-
Autorités locales (police, militaires)	6%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les crises répétées qui frappent les notabilités de Butalongola, Buhundu, Mwendabandu, Kilambo et Ilangira ont sensiblement affecté les populations. Depuis la résurgence des attaques du M23, la zone de santé de Kibirizi a enregistré plus de trois mouvements massifs de déplacés, chaque ménage ayant dû se déplacer au moins deux fois en moins de deux ans.

Cette instabilité a considérablement affaibli les moyens de subsistance des ménages, aggravant leur vulnérabilité dans des secteurs clés comme la sécurité alimentaire, les articles ménagers essentiels, l'eau, l'hygiène, l'assainissement et la protection.

Environ 14 000 ménages nécessitent une assistance d'urgence, suivie d'activités de renforcement des moyens de subsistance. Bien que le besoin en vivres, en soins de santé, en articles ménagers et en eau, hygiène et assainissement ait été exprimé, aucune assistance n'a encore été fournie depuis le début de la crise.

Le cash est la modalité d'assistance préférée par la majorité des interlocuteurs, car il permet aux ménages de répondre à divers besoins selon leurs priorités. Cependant, certains craignent que l'enregistrement soit monnayé par des autorités locales avec la complicité de certains guides.

La boîte à suggestions est considérée par les interlocuteurs comme le mécanisme de feedback le plus approprié.

Conclusions générales et commentaires

Les crises humanitaires qui ont touché la localité de Bitongi ont imposé de graves défis multisectoriels, affectant profondément les populations retournées, les déplacés et les communautés hôtes.

L'évaluation rapide multisectorielle a révélé une situation de précarité extrême, avec des besoins aigus en sécurité alimentaire, en articles ménagers essentiels et en santé.

Les déplacés, les retournés et les communautés hôtes sollicitent également des aides en eau, hygiène, assainissement (EHA), éducation, protection, redevabilité et moyens de subsistance.

L'insuffisance des capacités des acteurs humanitaires pour répondre aux multiples besoins des communautés engendre un climat de méfiance envers les intervenants dans la zone.

Pour soulager cette communauté en détresse, il est essentiel de renforcer la présence des organisations humanitaires et d'établir des mécanismes efficaces de redevabilité.

Les groupes de discussion ont confirmé que les déplacements ont souvent été brusques et que de nombreux déplacés ont été dépouillés de leurs biens (vêtements, matelas, téléphones, bidons, etc.) en route vers les zones de refuge.

À leur retour, ils ont découvert que près de 80 % des maisons abandonnées avaient été pillées et vandalisées, emportant vivres et articles ménagers essentiels (AME).

Cette situation a aggravé la vulnérabilité des déplacés et des retournés.

Une réponse multisectorielle d'urgence est indispensable pour protéger les vies des nouveaux déplacés, accompagnée d'une stratégie de renforcement de la résilience pour les retournés.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.

3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.

4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».

5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».

6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".

7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.

8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets).

Sources non-améliorées: puits creusés non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).

9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seaux. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)